

LA VOIX DE



Kanaky

SPECIAL 12 DECEMBRE 2021 • N°28 • 100 F.CFP

Email : lavoixdekanaky@gmail.com - ISSN 260663239

LE 12, ON NE VOTE PAS !



LECORNU CASSE TOUT !

ÉDITORIAL

Le 12, on n'y va pas !

L'État français a choisi et maintenu unilatéralement la date de la 3^e consultation au 12 décembre. Il a rompu la parole donnée par le Premier ministre Édouard Philippe au soir du 19^e Comité des Signataires le 10 octobre 2019 qui excluait « une consultation entre le milieu du mois de septembre 2021 et la fin du mois d'août 2022. » et précisait même : « Il nous est collectivement apparu qu'il était préférable de bien distinguer les échéances électorales nationales et celles propres à l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. »

L'indépendance devenait possible au 3^e référendum. Le Oui était passé de 43 à 47% avec 85% de participation. L'idée d'un peuple calédonien avec une identité commune commençait à prendre et dépassait les marges du seul peuple kanak. Notre présence à la tête des principales institutions du pays montre aussi notre capacité à faire face et à réformer.

L'État avait déjà dévoilé des signes de partialité en faveur du Non avec le choix d'une question clivante et binaire qui excluait les interdépendances et avec le droit donné aux tenants du Non d'utiliser le drapeau bleu blanc rouge. En 2020, il a rompu

(suite page 2)

DANS CE NUMÉRO

Éditorial 1-2

POLITIQUE - VOTE

Que signifie
ne pas aller voter 2-3

POLITIQUE - ONU

Réponse au courrier
de Sonia Backès 3

POLITIQUE - CONSULTATION

Ne nous trompons pas
de combat 4

MEDIAS

Le soutien fait du bien 4

POLITIQUE - EO

Réponse à l'EO 5

GOVERNEMENT

Discours du Président Mapou ... 6-7

ÉCOLOGIE

Business ou écosocialisme ? 6

ÉDUCATION

COVID 19 et école 7

COURRIER DES LECTEURS

le 12 décembre l'important
est de ne pas participer ! 8

définitivement sa prétendue neutralité en s'engageant pour les Loyalistes. Le ministre a délaissé le Comité des Signataires pour éviter le consensus et publié un document à charge sur 'les Conséquences du Oui et du Non'.

La France n'a pas respecté les règles de l'ONU. Elle devait faire la pédagogie de la décolonisation, l'accompagner en favorisant les interdépendances et cesser l'immigration, menace pour les populations colonisées. Elle sera de nouveau accusée pour ses décolonisations ratées. Le résultat du 12 sera contesté devant l'ONU.

La caducité promise par l'État de l'Accord de Nouméa sera aussi contestée devant le Conseil constitutionnel. « L'irréversibilité constitutionnellement garantie » inscrite dans l'Accord impliquait aussi la révision préalable de la Constitution pour modifier la loi organique.

Plus globalement, le retour du corps électoral général pour toutes les élections signifiera l'absence d'accord à l'avenir sur les élections pour trancher les querelles politiques. Le contrat social calédonien est anéanti.

Le ministre Lecornu clôt ainsi la séquence ouverte en juillet 1983 avec la table ronde de Nainville-Les-Roches qui reposait sur deux concessions réciproques et liées : la reconnaissance par l'État français d'un « droit inné et actif à l'indépendance » pour le peuple kanak et l'acceptation par le peuple kanak de partager son droit à l'autodétermination avec les autres.

Ce compromis historique permettait de créer un peuple calédonien uni dans l'égalité des droits autour de sa citoyenneté commune. Le pari sur l'intelligence paraît compromis.

Le 12 décembre, faire sans les Kanak en Nouvelle-Calédonie est une immense violence institutionnelle.

L'élargissement du corps électoral aux Français arrivés plus récemment va détruire notre identité calédonienne commune, broussarde et océanienne ; tous seront noyés par les Métropolitains. La construction du peuple calédonien commencée patiemment s'évanouit. Deux peuples se feront face : le peuple kanak et le peuple français, « Français de Nouvelle-Calédonie » comme les partisans du Non aiment à se désigner.

Il n'y aura plus de discussions à trois. Les Signataires et leaders historiques indépendantistes ne seront pas là pour discuter d'une solution choisie par les autres. Ils parleront d'indépendance dans des réunions bilatérales avec l'État français, les Français de Nouvelle-Calédonie se rangeant derrière leur État de choix.

Le 12, on n'y va pas, pour contrer un référendum bidon voulu à cette date là par les seuls extrémistes du Non, par les colonialistes et, pour beaucoup d'entre eux, des suprémacistes d'un temps révolu dans notre pays arc-en-ciel.

Le 12, on n'y va pas pour nos morts, notre deuil, notre sécurité, pour conserver l'espérance de construire, Kanak avec les autres, le peuple calédonien, ensemble et dans la paix. 🌿

**Pour un destin commun dans un pays commun,
on ne vote pas le 12 décembre.**

QUE SIGNIFIE NE PAS ALLER

Exercer son « droit de vote » est un mot d'ordre lourd d'histoire dans notre Pays. Quand le colonisateur a pris possession du Pays, il n'a pas consulté le Peuple Premier, l'État Français s'est autoproclamé « Souverain », et depuis il a organisé plusieurs votes d'abord réservés aux « blancs », puis accordé à quelques hommes indigènes suite à de nombreuses luttes ici et de par le monde. Concernant les femmes, seules les européennes en NC à partir de 1946 gagnent le droit de vote ; Les femmes, et tous les Kanak, attendront 1957 !

En 1981, alors que Jacques Lafleur (père fondateur du RPCR) refuse de signer les Accords de Nainville-Les-Roches, le Peuple premier va tout de même par son sens de l'accueil et avec générosité ouvrir le corps électoral aux « Calédoniens » et leurs descendants ayant participé à la construction du Pays, mais aussi

aux descendants de bagnards rejetés par leur Mère Patrie à qui l'État français donne un lopin de terre « ancestral » spolié à nos Vieux.

LA CONSIGNE DEMEURE..



...PLUS QUE JAMAIS!

C'est donc sur cette base du corps électoral que la Commission Politique et Citoyenneté du FLNKS et Nationalistes (CPCFN) s'est mise au travail à partir de 2013. Il était urgent de vérifier la bonne inscription sur les listes électorales propres au Pays de tous les Kanak pour préparer l'émancipation de Kanaky et forger la citoyenneté calédonienne.

Élire des indépendantistes pouvant siéger dans les principales Institutions (Congrès et Gouvernement) était primordial et nous y sommes arrivés ! Ces institutions peuvent commencer à asseoir notre nouvel Etat Indépendant.

La CPCFN veille aussi à ce qu'il ne manque aucun Kanak sur la liste de Consultation (LESC). Pour les indépendantistes, suite à la période des événements 1984-1988, le droit de vote est devenu la meilleure arme pour gagner l'indépendance. En 1987, le gouvernement provisoire de Kanaky dépose à l'ONU un projet de Constitution précisant en son article 3 « Le vote est toujours universel, libre, égal et obligatoire. Il peut être direct ou indirect ... ».

L'appel à la NON-PARTICIPATION est-il contraire au droit de vote qui a été décidé par nos vieux ? NON !

VOTER ?

Merci à vous de vous être mobilisés pour vous inscrire sur les 3 listes électorales, dans les bureaux de vote délocalisés et pour établir une procuration.

Le 12 décembre, ce bulletin de vote, nous ne l'utiliserons pas.

Le mot d'ordre politique du FLNKS et de tous les nationalistes et progressistes est la NON PARTICIPATION.

C'est bien une expression de vote.

Ce 3^{ème} Référendum, est l'acte le plus important prévu par l'Accord de Nouméa pour décoloniser le Pays. **Cette non-participation massive est notre meilleure arme** pour dire à l'État Français que nous désapprouvons la décision qu'il nous impose.

Les conditions ne sont pas réunies pour que toutes les populations concernées, au premier chef le Peuple colonisé, puissent se prononcer sur le devenir de leur Pays. Le Pays est endeuillé suite au COVID qui est toujours présent et les grands rassemblements sont interdits. Ce referendum détruit aussi l'espoir du vivre ensemble.

L'État français a pris notre Pays sans le demander, il doit nous le rendre. Il doit nous libérer en nous donnant notre indépendance, c'est le pari de l'intelligence. «Rends à César ce qui est à César», «Rends à Kanaky ce qui est à Kanaky, sa Liberté, sa Dignité et sa Pleine Souveraineté». 🌿

Le 12 décembre, nous n'irons pas voter !

LEG : générale / LESP : provinciale / LESC : Consultation

RÉPONSE AU COURRIER DE Mme SONIA BACKÈS AU COMITÉ DE DÉCOLONISATION DE L'ONU

Mme Backès, dirigeante d'une des trois provinces de Nouvelle-Calédonie, semble revenir à l'unité de commandement de Jacques Lafleur lorsque, à la tête de la Province Sud, il dirigeait le Pays.

Ainsi, pour la seconde fois elle pense bon, seule, d'interpeller l'ONU.

Si, en 1986, l'ONU nous a réinscrits sur la liste des pays à décoloniser, c'est que d'une part la France avait profité de sa position pour l'y enlever subrepticement, et d'autre part que les pays du Pacifique, choqués par la répression sévère voire sanglante d'une révolte bien légitime, l'avaient exigé.

Depuis, le statut effectivement « inédit » dû à l'Accord de Nouméa devait nous préparer et nous conduire, peuple kanak et les autres, ensemble, à la pleine souveraineté, comme l'explique la phrase de fin du point 5 : « L'État reconnaît la vocation de la Nouvelle-Calédonie à bénéficier, à la fin de cette période, d'une complète émancipation ».

Ce n'était qu'un piège dilatoire ; chaque année, à notre bonne volonté on a apporté la déception de manœuvres incessantes pour éviter les transferts programmés de compétence ou les signes de notre identité commune. Au point que le but commun de voter ensemble un statut d'indépendance dans l'amitié avec la France est devenu un affrontement binaire pour l'éviter.



Le corps électoral citoyen n'est pas une « privation » pour les arrivants. Il n'intègre pas les seuls arrivants métropolitains non natifs, et leur reconnaît le statut légal de résidents (votant aux municipales et à toutes autres élections françaises), conformément à l'ADN.

Nos adversaires s'en plaignent et ont essayé par tous les moyens de l'empêcher, alors qu'il était déjà une dérogation à la règle de l'ONU que nous avons acceptée : « Les États membres adopteront les mesures nécessaires pour décourager ou prévenir l'afflux systématique dans les territoires sous domination coloniale d'immigrants et de colons venus de l'extérieur qui bouleversent la composition démographique de ces territoires et peut être un obstacle majeur à l'exercice véritable du droit

à l'autodétermination et à l'indépendance par les habitants de ces territoires » (résolution ONU 35/118 du 10/12/1980, point 8).

Sonia Backès veut que les tous les Français résidents en Calédonie votent à toutes les élections ! C'est la fin des listes spéciales, de la citoyenneté calédonienne, de l'emploi local. Le peuple autochtone, voire les calédoniens, seraient alors noyés.

Les Kanak ont partagé leur droit à l'émancipation avec les autres et certains s'en servent pour empêcher l'indépendance. Nous aurions pu être majoritaires, ensemble unis dans un destin Commun pour un pays commun. Cela aurait pu être le cas sans la propagande outrageusement puissante des médias détenus par la France (chaîne TV/radio d'État) et privés non kanak et anti-indépendance (Unique quotidien *Les Nouvelles Calédoniennes*, etc), mais aussi des représentants députés et sénateurs locaux de la France, élus grâce à un découpage des circonscriptions et un mode de scrutin contestables.

La 3^{ème} consultation a été avancée au 12/12/2021 alors que promise en septembre 2022 par Édouard Philippe, l'ancien premier ministre (suivant en cela l'intervalle déjà opéré entre ceux de 2018 et 2020). **Cette date a été maintenue malgré 270 morts du Covid ces deux derniers mois** (l'équivalent serait en France de 67 000 morts) et une population autochtone ayant une culture du deuil différente des autres, rendant notamment toute « campagne » de terrain impossible.

Sonia Backès vient d'esquisser (TV d'État) un projet de semi Apartheid avec 3 provinces quasiment séparées, avec leur fiscalité, leur rapport propre à la France, et donc un éclatement du pays. C'est le projet de son camp.

Ainsi, notre sort est-il à la fois confié à l'ONU, et entre nos mains. 🌿

NE NOUS TROMPONS PAS DE COMBAT

A quelques jours du scrutin du 12 décembre, il importe de rappeler quel est le véritable objet du combat indépendantiste dans notre Pays.

Ce n'est pas le combat du FLNKS et des autres partis indépendantistes contre les partis loyalistes.

C'est encore moins le combat de la communauté kanak contre la communauté caldoche ou contre toutes les autres communautés vivant dans notre Pays.

Ce n'est même pas un combat contre la France avec laquelle une majorité d'habitants de notre Pays souhaiteraient pouvoir conserver des liens forts et équitables.

Non, c'est le combat d'un peuple colonisé, le peuple kanak, contre la domination coloniale de la République française qui dure depuis plus d'un siècle et demi.

C'est le combat du peuple kanak pour mettre fin à une injustice et une humiliation qui n'ont que trop duré.

C'est le combat du peuple kanak pour recouvrer la souveraineté dont il a été spolié et tenter de construire un avenir qui lui ressemble et pas un avenir qui lui soit imposé depuis Paris.

C'est le combat du peuple kanak pour bâtir dans ce pays, avec tous ceux qui y vivent, un avenir durable, partagé, démocratique et plus juste.

C'est le combat du peuple kanak pour convaincre tous ceux et toutes celles qui vivent dans ce pays qu'il n'y a de destin commun possible que si, ensemble, nous travaillons à réparer les iniquités du passé et leurs vestiges au présent.

Le seul et véritable ennemi du peuple kanak - il faut l'affirmer haut et fort - c'est la colonisation française. Et si, parmi tous les indépendantistes et les progressistes de ce pays, il en est pour douter de l'intention du gouvernement français actuel

de maintenir sa domination d'un autre temps, il suffit de remonter le fil des événements récents.

C'est ce gouvernement français qui témoigne aujourd'hui, comme il l'a si souvent fait par le passé, de son total mépris de la culture kanak en refusant de nous laisser vivre dignement le deuil qui frappe nos clans avec la pandémie de Covid-19.

C'est ce gouvernement français qui a décidé de maintenir coûte que coûte la date du référendum au 12 décembre et cela malgré l'opposition des indépendantistes et les interférences prévisibles avec l'élection présidentielle.

C'est ce gouvernement français qui répète à qui veut l'entendre qu'en démocratie la légalité juridique de ses décisions doit l'emporter sur leur légitimité politique et que la parole d'un ministre a plus de valeur que trente années d'échanges et de discussions entre nous, Kanak et Non-Kanak, pour construire un consensus social dans notre pays.

C'est ce gouvernement français qui, avant même que la date ne soit fixée, a décidé d'entourer la consultation référendaire d'un déploiement policier et militaire totalement disproportionné pour un scrutin démocratique.

Et c'est encore lui qui, en mai dernier, a nommé comme haut-commissaire un spécialiste du maintien de l'ordre plutôt qu'un homme de dialogue. A croire que ce gouvernement n'attend qu'une étincelle pour à nouveau déclencher le feu armé de la répression sur notre Pays et le peuple kanak.

C'est le Président de la République qui a affirmé que la France serait moins belle sans la Nouvelle-Calédonie et qui en Polynésie a jeté l'anathème sur les pays du Pacifique sous le seul prétexte qu'ils sont « petits ».

Et c'est ce même Président qui, au nom d'une hypothétique participation de la France à un axe de défense Indo-Pacifique, répète à qui veut le croire qu'il n'y a pas d'autre choix pour notre Pays que l'hégémonie chinoise ou la soumission au fait colonial. Pour ce Président et son gouvernement, il semble qu'il n'y ait qu'au Musée du Quai Branly que les cultures puissent dialoguer. La République française ne nous veut pas libres, elle nous veut soumis, Kanak comme Non-Kanak. Elle ne nous veut pas égaux, mais divisés. Elle ne nous veut pas fraternels dans nos différences, mais solidaires dans la dépendance.

Alors prenons garde à ne pas nous tromper de combat. Quelles que soient les critiques que nous ayons à adresser à nos dirigeants politiques indépendantistes actuels, ce n'est pas eux qui sont concernés par le scrutin du 12 décembre prochain, ni notre position face à un vaccin ou un pass-sanitaire, mais notre avenir commun.

Par respect pour nos morts, d'aujourd'hui comme d'hier, ne votons pas.

Par ailleurs, ne laissons pas l'État colonial nous diviser à nouveau.

Résistons aux provocations policières et militaires qui ne manqueront pas.

Faisons savoir au monde que la République française revient une fois de plus sur ses engagements à décoloniser notre pays. J.P.

Et le 13 décembre, lorsqu'on nous appellera à la table de négociation, rappelons-nous que le combat du peuple kanak a pour seul véritable but la fin de la domination coloniale française et rien d'autre.

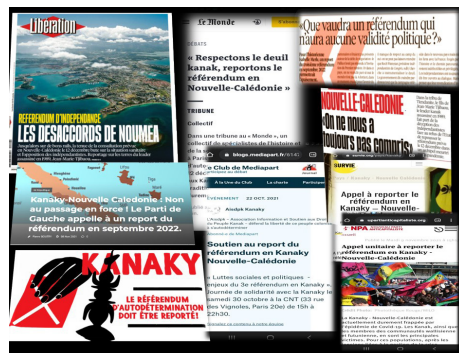
MÉDIAS

LE SOUTIEN FAIT DU BIEN !

Beaucoup d'initiatives en France apportent leur pierre à la cause Kanak. Des Hommes, des Femmes (anthropologues, chercheurs, historiens...), des organisations (AISDPK, SURVIE, AMKF, le Parti de Gauche, Le NPA, le PCOF, les insoumis de France et du Pacifique...), des médias (les journaux : le

Monde, Libération, l'Anticapitaliste...). Tous dénoncent le colonialisme en Kanaky, l'action actuelle du gouvernement français. Ils soutiennent le combat du peuple Kanak pour l'Indépendance de Kanaky.

Des actions, des analyses, des interventions... témoignent de ce soutien que nous partageons avec tous les lecteurs de la Voix de Kanaky. MERCI A CHACUN.



RÉPONSE A « L'É.O. » : NON, PAS MAINTENANT ?!

L'Éveil Océanien, parti composé essentiellement de wallisiens et futuniens, n'avait pas pris position sur le Oui ou le Non à l'indépendance en 2018 et 2020, ce qui est une belle avancée, quand on sait que traditionnellement cette communauté était plutôt des soutiens des patrons calédoniens et contre l'indépendance.



♦ **EO : on pourrait conclure les consultations par une moyenne des deux scores précédents !**

N'est-il pas aussi logique de faire une projection en prolongeant la courbe de progression du Oui à 43,33 % (2018), puis 46,74 % (2020) et donc **prévisible en 2022 à 50,42 % ?**

En conférence de presse le 19 novembre, les propos des dirigeants étaient parfois étonnants, parfois réalistes, opportunistes, voire peu logiques. Tour d'horizon commenté.

♦ **EO : On dit 'non pas maintenant' (à l'indépendance), mais les militants sont libres d'aller voter ou pas**

Dire « Non » est un retour en arrière opportuniste, qui vise en interne à réconcilier une communauté océanienne qui s'interroge beaucoup.

Dire « Pas maintenant » est illogique. C'est l'argument depuis 30 ans. Si le Non gagne, le corps électoral inclura ensuite les non citoyens, c'est notre identité océanienne et calédonienne commune qui sera noyée sous les métropolitains. *Pas maintenant* voudra pour eux dire *jamais*.

♦ **EO : Sommes nous prêts ? Non.**

Les colonialistes ont usé et abusé de cet argument, au point que l'ONU le refuse : « Le manque de préparation dans les domaines politique, économique ou social ou dans celui de l'enseignement ne doit jamais être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance » (résolution 1514, point 3). Dites nous si vous connaissez un seul pays qui était « prêt » à son indépendance ?

Les États-Unis eux-mêmes n'étaient pas prêts quand les 13 colonies se sont rebellées

contre l'Angleterre, ni l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Vanuatu, les Fidji. La Calédonie est certainement le territoire le plus prêt, depuis 30 ans, avec des compétences et des ressources uniques dans l'Outre-mer.

♦ **EO : La crise sanitaire a montré que « le soutien de la France est nécessaire » ?!**

Pas pour nous. Qui est responsable de nos deux premiers confinements ? Et sait-on comment est arrivé le virus ici ? Faut-il rappeler aussi ce qui s'est passé à Wallis et Futuna ?

A contrario, nos voisins indépendants ne vivent-ils pas le Covid souvent mieux que nous ?

Ne pourrions nous pas payer une dose de Pfizer, qui coûte moins cher (2500F) qu'une simple consultation médicale ? Doit-on rappeler que la France est endettée à 120 % de son PIB, alors que notre dette est à moins de 20 % de notre PIB ?

Doit-on rappeler que si les riches ici payaient autant de taxes qu'en France, celle-ci ne serait plus « indispensable » ? Que, libres, nous pourrions emprunter aussi bien ailleurs qu'à la France ?

Si l'EO a confiance dans le document de l'État, qu'il lise l'analyse sur le blog *lindependant-knc* (rubrique politique).

♦ **EO : L'EO ne fera pas campagne parce que techniquement, du point de vue sanitaire, on n'a pas la capacité ; Les gens n'arrivent pas à payer un cercueil, autant vous dire que le référendum ne fait pas partie de leurs préoccupations.**

Voilà un vrai réalisme sincère. Chers cousins océaniens, il faut expliquer ça à nos adversaires (souvent non originaires du Pacifique) !!

De ce fait, maintenir le scrutin le 12/12 est une trahison cynique volontaire de nos adversaires, s'ils ont compris notre détresse et qu'ils en profitent pour gagner injustement car nous ne sommes pas actuellement en capacité d'aller tous aux urnes.

Ou alors, s'ils n'ont pas compris, c'est une ignorance coupable sur les océaniens, Kanak et Polynésiens qui les ont accueillis dans leur océan : ici, un deuil, ce n'est pas 20 personnes dans un cimetière mais des cérémonies longues entre familles et clans, des préparatifs, une période de deuil, et surtout, des centaines de personnes touchées.

Il y a hélas encore un racisme résiduel entre nos communautés du Pacifique : il s'effacerait tellement mieux si nous allions ensemble vers notre émancipation commune ...

AVIS AUX LECTEURS

Nous vous présentons toutes nos excuses, car beaucoup n'ont pas eu le n°27, tiré à 5000 exemplaires pour lancer la campagne, 3 jours avant l'annonce du couvre-feu !

La plupart des exemplaires sont restés au local, et nous avons perdu 200 000 F.

Le présent numéro est tiré à 8 000 exemplaires. En l'absence d'une campagne possible pour expliquer la situation et notre refus d'entrer dans ce jeu sciemment faussé, c'est un pis-aller...

Si de généreux donateurs ont les moyens d'un geste de solidarité, ils sont bienvenus : les temps sont durs.

Amicalement, la Rédaction.

La voix de Kanaky

Bimestriel • Responsable de publication :
Christian TEIN • BP 14948 - 98803 NOUMEA
CEDEX • Nouvelle-Calédonie
Email : lavoixdekanaky@gmail.com
Imprimé en 8000 exemplaires
par Graphoprint • ISSN N°260663239

DISCOURS DE POLITIQUE GENERALE DU

Le discours de politique générale de Louis Mapou, 1^{er} président indépendantiste du gouvernement collégial, s'est tenu le 25 novembre 2021.

L'exercice est ardu, car il faut à la fois travailler avec tous les membres du gouvernement dans leur secteur d'animation et tracer des perspectives globales pour le pays. La période est difficile et la parole est millimétrée.

L'axe majeur est de « passer de la diversité et de la pluri-culturalité, au pays ».

Le gouvernement collégial, et la Nouvelle-Calédonie en tant qu'unité, sont les lieux pour élaborer les politiques pays.

Le pays est notre « poteau central » et son identité, notre identité commune, doit être rappelée : utilisation de l'hymne et du double drapeau, généralisation du geste coutumier, insistance sur les

valeurs kanak, océaniques et universelles. Nous sommes « le peuple de la Nouvelle-Calédonie ».

Le pays confortera ainsi son insertion et son appartenance à la région Pacifique. La diplomatie de la Nouvelle-Calédonie, une compétence de « souveraineté partagée », sera plus visible.

Le défi à relever est d'abord celui de la cohésion sociale d'une société morcelée et la ré-

duction des inégalités. Beaucoup de jeunes océaniques sont laissés au bord du chemin et se sentent étrangers dans leur propre pays. C'est pour eux qu'il faut agir. Ils sont notre avenir.

Beaucoup d'humanisme aussi avec les autres priorités que seront les violences faites aux femmes, l'égalité des genres, la vie chère, la santé, le bien vieillir, les enjeux climatiques.

ECOLOGIE

Business ou écosocialisme ?

■ Faut-il une COP de plus ?

Ils en sont à la 26^{ème} « Conference Of the Parties ».

Les représentants de 190 États se retrouvent à Glasgow pour formuler le vœu pieu de diminuer les changements climatiques.

L'accord non contraignant adopté à l'issue de celle-ci est largement insuffisant pour limiter à 1,5 °C la hausse globale des températures. Nous sommes aujourd'hui à +1°C. En 30 ans les émissions de GES (Gaz à Effet de Serre) ont augmenté de 60 %.

Les financements des pays pauvres qui en subiront le plus les effets ont été diminués tandis que les promesses de sortie des énergies fossiles ont été affaiblies.

Ici les rivages sont grignotés, les espèces sauvages disparaissent. En moyenne 20 000 hectares, soit l'équivalent de 5 fois la surface du lac de Yaté, partent en fumée tous les ans. N'est-il pas temps de changer vraiment de système ? En finir avec la misère et les inégalités, reboiser, investir dans des Canadairs, penser sur le long terme, est-ce si compliqué ?

■ **L'économie mondiale va mal mais certains ici aussi en profitent.**

En 2018, des économistes¹ qui avaient déjà prévu la crise financière de 2008 en annonçaient une autre. Elle n'a pas eu lieu mais ce fut la crise sanitaire de la maladie COVID. Elle a permis, au moins, de réduire la production en fermant ou ralentissant les usines du monde en Chine et en Asie.

Les banques centrales émettent une masse monétaire incroyable pour éviter la faillite des banques et entreprises privés. Par exemple, aux USA la banque centrale (la FED) a émis en 6 semaines autant de dollars que durant les 10 dernières années. Les chiffres donnent le vertige, on parle de 16 000 milliards de dollars au niveau mondial. Malheureusement cet argent ne va ni dans l'économie réelle ni pour une planification écologique.

Par contre la bourse a augmenté de 150 %, tout comme les marges des entreprises privées. Les 500 personnes les plus riches en France ont vu leur fortune augmenter de 30 % ensemble, ici, 50 000 personnes sont sous le seuil de pauvreté pendant que les Porsche Cayenne fleurissent à Nouméa. Peut-on avoir confiance dans ce système de la finance mondialisé ?

■ **En Calédonie, le temps de la manipulation et de la domination doit cesser.**

Nos jeunes ne doivent pas être obligés de partir aux guerres impérialistes actuelles ou en préparation, comme la France pourrait légalement les y contraindre. La pleine souveraineté, avec une politique monétaire pays, permettrait une répartition des richesses plus juste et plus responsable. Nous vivons dans un pays riche, il y a du travail pour tout le monde.

Partager ! Voilà ce que les plus extrémistes parmi ceux qui sont prêts à voter Non, ne souhaitent pas. Peut-être aveuglés par leur cupidité ils sont prêts à rompre le contrat so-

PROCHAINE COP, LA COP 27 EN EGYPTE DANS UN AN



cial que représentent les différents accords et refusent celui extraordinaire d'une monnaie commune.

En plantant des arbres, en protégeant nos montagnes et la biodiversité, en construisant un pays où il ferait bon vivre pour tous, celui-ci prendrait de la valeur.

Alors qu'aujourd'hui, en contribuant à son pillage pour exporter à bas coût nos richesses bien réelles, ils l'appauvrissent.

L'indépendance sera positive pour l'économie en modifiant le système de production, par exemple en créant des coopératives, en diminuant le temps de travail, en planifiant des travaux écologiquement vertueux, pour la mobilité des personnes, pour l'agriculture saine, une alimentation équilibrée, pour une santé indépendante des 'big-pharmas'. Il nous faut acquérir pacifiquement notre propre système monétaire, et tout ce que nous ne pourrions pas fabriquer au pays pourra être échangé avec l'extérieur dans un commerce équitable et honnête.

PRESIDENT MAPOU - ANALYSE RAPIDE -

Le défi est ensuite de relancer l'économie tout en la changeant. « Réformer passe par une nouvelle approche sectorielle et un rééquilibrage favorisant l'économie verte et forestière, l'économie bleue et les énergies renouvelables, en plus des secteurs traditionnels du nickel, de l'agriculture, de la pêche, du tourisme ».

Le gouvernement misera sur les secteurs porteurs de la transition

énergétique et de la moindre dépendance aux importations.

Des pistes innovantes : la création d'un centre hospitalier universitaire, une nouvelle structure touristique à vocation internationale, la création d'un label nickel vert et éthique avec une décarbonation de l'industrie métallurgique, l'installation d'une antenne locale de l'École nationale supérieure des mines, le

partage de l'eau, l'aménagement d'un vrai terminal de croisière pour accueillir les navires.

Le défi sera aussi de gérer les urgences. La situation dégradée d'aujourd'hui vient certes de la crise sanitaire mais plonge ses racines dans 20 années de gouvernement non indépendantiste. Le président Mapou fera face et le gouvernement dégagera au plus vite des ressources nouvelles.

La consultation du 12 ne changera pas « l'équation humaine et politique que la Nouvelle-Calédonie tente de résoudre depuis des décennies. (...) Ne pourrait-on pas postuler de l'idée que, finalement quoi qu'on en dise, s'il y a un gagnant, ça ne pourrait être que le pays ? ».

ÉDUCATION

COVID 19 et École : l'Etat français maître du pays, avance masqué

La crise sanitaire a eu raison de l'année scolaire 2021. Depuis le mois de septembre les élèves et les enseignants auront connu le confinement, la prétendue continuité pédagogique, la reprise en demi-groupes et finalement l'annulation de tous les examens. Encore une fois, l'État français donne la mesure, il effectue les arbitrages montrant bien qui est le maître dans ce pays.

● **L'échéance du 12 décembre sectionne le calendrier scolaire 2021.**

Normalement, la fin d'année de nos chers enfants devait avoir lieu le vendredi 17 décembre. L'État et le Haut Commissaire ont discrètement mais fermement suggéré à nos politiques de modifier notre calendrier scolaire qui est pourtant une compétence pays. Et bien sûr, ils ont eu gain de cause. L'année a donc été raccourcie d'une semaine pour ne pas interférer avec la consultation du 12 décembre... Comme si nos enfants risquaient de mettre en danger le référendum...

● **Les examens ? Pas touche, Minouche ! Chasse gardée de l'État.**

Dès le mois de septembre les syndicats d'enseignants et les fédérations de parents d'élèves demandent à ce que la Calédonie bénéficie des dispositions exceptionnelles concernant l'organisation des examens de fin d'année : Brevet des collèges, baccalauréat, CAP, BTS notamment. En effet, il semblait évident que la crise sanitaire allait empêcher la préparation des classes de terminales. Certains établissements n'avaient même pas encore passé leur bac blanc !

Le Vice Recteur, représentant de l'Etat français, nommé en conseil des Ministres, dans un premier temps refuse d'entendre quoi

que ce soit. « La situation n'est pas la même qu'en France, ce n'est pas le même calendrier, les enseignants ont eu 20 semaines de cours d'affilée, c'est suffisant pour préparer les élèves... » Bref, on aura tout entendu ou presque.



Finalement, un dossier a été préparé sur place et a été envoyé à Paris pour demander à ce que les élèves de Calédonie puissent bénéficier du contrôle continu pour tous les examens. Et là, il a fallu attendre que ces messieurs-dames des ministères parisiens prennent leur décision. Plus d'un mois après le début de l'épidémie, l'État finalement accepte d'entendre les ar-

guments des parents et des enseignants. Mi-octobre, nous apprenons officiellement que les examens ne seront pas passés en présentiel, mais sous la forme d'un contrôle continu qui va adapter les modes d'évaluation et d'appréciation des compétences des élèves.

● **La Calédonie totalement dépendante de l'État en matière d'examens.**

Durant ces six semaines, il aura fallu attendre le bon vouloir de l'autorité de tutelle : le Ministère de l'Éducation Nationale de la France, puis quelques jours plus tard l'alignement du Ministère de l'Agriculture de France pour tous les examens agricoles.

Cela montre bien comment notre pays a été imparfaitement décolonisé ! L'Accord de Nouméa n'aura finalement permis que peu d'adaptations en matière d'enseignement : la matrice, les programmes, la philosophie d'ensemble du projet éducatif restent encore marqués du sceau de la France, plus que jamais puissance coloniale.

**LE 12 DECEMBRE, soyons logiques :
si le pays ne peut pas scolariser ses enfants normalement,
c'est qu'il ne peut pas non plus faire campagne et voter normalement !
Refusons d'aller voter, et refusons la mainmise de l'État
sur notre système éducatif !**

LE 12 DÉCEMBRE L'IMPORTANT EST DE NE PAS PARTICIPER !

Le vote « blanc » est inutile car disqualifié. Une non-participation signifie deux choses :

- a/ action de ne pas participer à cette consultation et à son résultat déjà plié.
- b/ faire baisser le taux de participation pour dénoncer ce trucage « démocratique » pour ne pas en être complice.

Nous ne sommes déjà plus au XX^e siècle.

Les deux précédents boycotts ordonnés par le FLNKS en 1984 puis 1988 étaient une décision d'empêcher la tenue d'organisation d'élections iniques anti-démocratiques :

- **Le 18 novembre 1984 le FLNKS décrétait le boycott actif** du fait que le statut « Lemoine » minorait la participation du peuple premier en ouvrant le corps électoral aux citoyens-nationaux français fraîchement débarqués.
- **En mai 1988, l'autre mot d'ordre de boycott actif** plus musclé visait l'avancée des élections du statut « Pons » à la même date que les élections nationales présidentielles avec cerise sur le gâteau : la dissolution du FLNKS !

Pour ce 12 décembre 2021 la décision d'une non-participation dénonce le passage en force de la France.

La décision s'est faite avec le

FLNKS en concertation avec tous les partis ou mouvances nationalistes.

Contre le passage en force de l'État appuyé par tous les partis politiques calédoniens pro-français anti-indépendantistes.

Tous les parlementaires, par conséquent composantes de l'État, les deux députés (élus suite au bidouillage des circonscriptions) et deux sénateurs (élus grâce au vote majoritaire strict), font partie des partis calédoniens pro-français anti-indépendantistes. Avec le ministre des Outre-mer de la République, ils estiment que la démocratie, c'est la majorité.

La majorité « blanche » l'emporte sur la minorité « noire ». Deux partenaires sur trois décident pour l'ensemble.

L'État maintient au 12 décembre la consultation par référendum des populations intéressées sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté qui devait mener, après une période transitoire, à l'indépendance.

L'État estime que la Nouvelle-Calédonie est sortie de la pandémie au vu d'un indicateur pourtant nettement au-dessus des normes européennes. La conception démocratique est l'arithmétique de base : sommes-nous sortis de la pandémie ? Qu'est-ce qu'une

politique publique qui dissocie la santé du social ?

Les populations intéressées consultées sont certes composées de citoyens-nationaux ayant une durée de résidence de 20 ans à la date du premier référendum.

Mais parmi ces populations intéressées, il y a une portion non négligeable qui fait partie du peuple premier.

Or parmi les presque 280 personnes décédées, une forte majorité fait partie du peuple kanak.

On doit se soucier de la démographie, de la vie des populations intéressées dont la chance de vie est directement touchée. On devrait pouvoir examiner la sociologie des populations intéressées.

Ilyades raisons majeures de reporter le référendum en 2022 :

la gravité de la situation, le rituel des deuils (la coutume vis-à-vis des maternels), le moral et mental affectés par ces durétés sont non propices aux temps des propagandes.

L'actuel Président de la République française provient de la Finance.

Les cadres calédoniens pro-français anti-indépendantistes poursuivent ces modèles compétitifs de profits à court-terme considérant la Nouvelle-Calédonie comme une épave. Image que Jean-Marie

Tjibaou et Déwé Gorodé utilisaient pour dénoncer le pillage des ressources humaines et naturelles.

La non-participation du 12 décembre mettra en pleine lumière « mondialisée » la situation actuelle de la Nouvelle-Calédonie : depuis 33 ans, le pillage continue et le Monde questionnera ce référendum et, par-delà-lui, le fait que la France reproduit et transfère sa structure inégalitaire dans les outre-mer.

On nous dit que la France a beaucoup fait dans les Outre-mer : mais où est le haussier kanak ? Qui sont le vicaire, le vice-recteur, les médecins, les avocats, les universitaires, les chefs d'établissements du secondaire, les professeurs ? On trouvera plus de présence des populations intéressées kanak dans les centres de détentions, les métiers en bas de l'échelle sociale, ou parmi les déréglés du système.

Oui, vraiment le 12 décembre, l'important c'est de ne pas participer à cette mascarade de démocratie ! Pour la santé et la vitalité politiques de Kanaky, soyons chirurgical et faisons baisser le taux de participation ! Laissons ces maîtres, ces puissants, ces vainqueurs démocratiser et pactiser entre eux ! MH 

BULLETIN D'ABONNEMENT / RÉABONNEMENT à LA VOIX de KANAKY Date :

Notre journal vit par les abonnements et ventes à la criée – merci pour votre contribution. Envoyer ce bulletin + règlement à **ÉLAN DES CONQUES BP 14 948 - 98803 NOUMÉA CEDEX**. Ou ODV + nous informer : lavoixdekanaky@gmail.com

Pour NC (mettre ■) : ☐ 6 numéros (1an) : 1 000 FCFP ☐ 6 numéros (1an) abonnement de soutien : 3 000 FCFP ou +.

Hors NC (mettre ■) : ☐ 6 numéros (1an) : 10 € ☐ 6 numéros (1an) abonnement de soutien : 30 € ou +

Banque : SGB Compte : 18319 06711 43116927013 46 **IBAN FR76 1831 9067 1143 1169 2701 346**

Je fais mon paiement par ■ : ☐ Espèce ☐ Virement bancaire (ODV : compte ci-dessus). ☐ Chèque à « Élan des Conques »

Adresse demandée d'envoi des journaux ■ : ☐ par e-mail ☐ en format papier ☐ ou les 2 modalités d'envoi

NOM ou STRUCTURE : PRÉNOM : 

Adresse :

Code postal : Localité : Pays :

Contact : Tél : Email (infos+envoi .pdf) :